



Altercation entre un pro et un anti-Brexit durant la « marche pour l'Europe » qui a réuni environ 2 000 personnes samedi à Londres. Justin Tallis/Afp

●●● veulent échanger des biens et des services. »

En d'autres mots, Londres compte tout à la fois conserver son précieux accès au marché unique européen et appliquer à sa guise le principe de la libre circulation des personnes. Mais jusqu'à maintenant, les Vingt-Sept ont affiché leur inflexibilité sur ce dernier point, considéré comme un pilier de l'UE, qui ne saurait donc souffrir aucun compromis. Ce scénario d'un Brexit intermédiaire, idéal pour les Britanniques car il pourrait réconcilier partisans et adversaires du retrait de l'UE, semble aujourd'hui inacceptable à Bruxelles.

— 3. Un Brexit pur et dur

Theresa May a placé aux postes clés de son gouvernement trois farouches partisans du Brexit: Boris Johnson au ministère des affaires étrangères, David Davis à celui de la sortie du Royaume-Uni de l'UE et Liam Fox au commerce international. Tous trois veulent explicitement mettre fin à la liberté de circulation des personnes, et David Davis a même indiqué que son application pourrait être suspendue avant que le Brexit ait lieu

en cas de ruée des Européens vers le Royaume-Uni. Si ce dernier et Liam Fox sont prêts à tirer un trait sur l'accès au marché unique, l'ancien maire de Londres, en vrai internationaliste, s'y refuse pour le moment.

Dans ce cas de figure, « le Royaume-Uni aurait un statut comparable à la Turquie ou au Canada », indique Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Ce scénario aurait

le mérite de la simplicité et du respect de la démocratie. » Londres retrouverait ainsi une souveraineté dont la perte, entraînée par son appartenance à l'UE, a été maintes fois dénoncée par les partisans du Brexit pendant la campagne. Il prendrait en revanche le risque de fragiliser son économie, le rétablissement des barrières douanières pouvant pénaliser son commerce extérieur.

L'Europe redoute l'effet domino

Si l'Europe a tremblé lors de l'annonce du résultat du référendum du 23 juin, c'est par peur de voir d'autres États membres imiter l'exemple britannique et, ainsi, sonner le glas de l'UE. La progression des partis europhobes dans des pays comme la Pologne ou la Hongrie nourrit cette angoisse. Mais si ces derniers quittaient la zone euro, ils prendraient le risque d'un isolement au cœur du vieux continent et d'une vulnérabilité face à leur ennemi d'hier, la Russie. L'équation du Royaume-Uni, qui allie solidité économique, non-appartenance à la zone euro et attachement irréductible à la souveraineté nationale, lui est spécifique. « Pour les pays de la zone euro, les liens avec l'UE sont très étroits », rappelle Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Pour eux, à court terme, le divorce serait d'autant plus coûteux et complexe. À long terme toutefois, la nature de la nouvelle relation entre le Royaume-Uni et l'UE pourrait faire des émules. « Si les Britanniques négocient un "Brexit light", qui montre aux citoyens européens qu'il n'y a pas grande différence entre être à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE, celle-ci prend le risque d'être discréditée », ajoute Yves Bertoncini.

— 4. Et si Londres faisait marche arrière

Samedi, des manifestations ont réuni quelques milliers de personnes à Londres et dans plusieurs villes du pays, des Britanniques qui n'avaient pas imaginé que leurs concitoyens choisiraient de « sauter dans l'inconnu » ou de refuser « le statu quo » tant vanté par l'ancien premier ministre David Cameron. De nombreux élus, principalement travaillistes, espèrent également freiner la sortie du Royaume-Uni.

Ils rappellent que le référendum n'était que consultatif. Ou, tel Owen Smith – opposé à l'actuel dirigeant travailliste Jeremy Corbyn dans la course à la direction du parti –, ils demandent que la Chambre des communes vote le déclenchement de l'article 50 du traité de Lisbonne, qui signifie à Bruxelles la volonté du pays de sortir de l'UE. Ils savent en effet qu'il ne sera pas aisé pour le gouvernement d'obtenir la majorité sur cette question: les nationalistes écossais et sans doute de nombreux députés travaillistes et conservateurs voteront contre le Brexit.

Mais il y a peu de chances que le Royaume-Uni fasse marche ar-

Londres compte tout à la fois conserver son précieux accès au marché unique européen et appliquer à sa guise le principe de la libre circulation des personnes. Mais jusqu'à maintenant, les Vingt-Sept ont affiché leur inflexibilité sur ce dernier point.

rière. Le porte-parole du 10 Downing Street a rappelé que les députés avaient déjà été consultés puisqu'ils ont voté en faveur de la tenue du référendum et qu'ils doivent désormais en respecter le résultat. Même si celui-ci devait aboutir à l'explosion du pays, les nationalistes écossais désirant organiser un nouveau référendum d'indépendance pour que l'Écosse demeure au sein de l'UE.

Marianne Meunier avec
 Tristan de Bourbon (à Londres)